

JOURNEE RESEAU ALIM'ACTIV 2024

Lundi 22 avril 2024

Webinaire Zoom



Programme

- 9h30 : Accueil
- 9h40 : Formation Alim'Activ : quels changements depuis 2020 ?
- 10h : Table ronde #1 : lancer sa coordination locale autour de l'accès à l'alimentation
 - *Villiers le Bel, Savigny le Temple, Bondy et Pierrefitte + Evry-Courcouronnes*
- 10h45 : Table ronde #2 : maintenir la dynamique dans la durée
 - *Champigny, Cergy, Paris 11 et l'intervention de Montreuil*
- 11h30 : Temps d'échange

Qui sommes-nous dans la salle ?



Quelle structure ?



Provenance géographique ?



Lien avec Alim'Activ et l'Ansa ?

L'Ansa en bref

Reconnue d'intérêt général, non confessionnelle et apolitique l'Agence nouvelle des solidarités actives est une association à but non lucratif dont la mission est de **lutter contre la pauvreté et pour l'inclusion**. Elle entend proposer des réponses aux besoins des personnes en situation de fragilités et des organisations qui les accompagnent, à **travers le déploiement de l'innovation et de l'expérimentation sociale**.

100 PROJETS

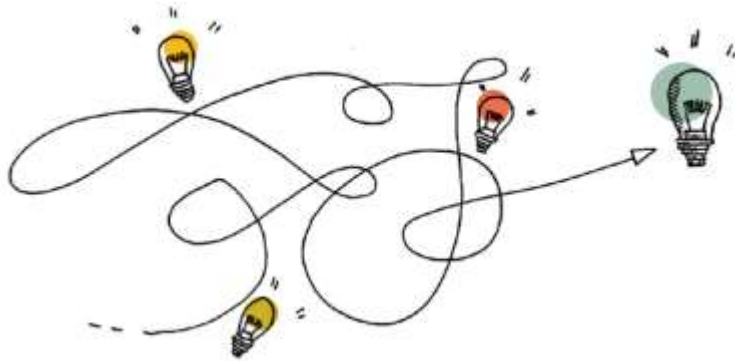


1,8 MILLIONS D'EUROS DE BUDGET



Consultez notre [rapport d'activité 2022](#)

LA DESTINATION DES PROJETS EN 2022



La chaîne de l'innovation

Des compétences métier au service de votre projet

L'ensemble de nos compétences s'articule autour de la chaîne de l'innovation sociale.

Cette chaîne constitue le cadre opérationnel de l'intervention de l'Ansa. Depuis l'appui à la conception d'innovations ou le repérage d'initiatives prometteuses jusqu'à leur essaimage en passant par l'évaluation et la mesure d'impact... la chaîne de l'innovation révèle nos compétences et savoir-faire au service de la transformation des politiques et pratiques dans le champ de la lutte contre la pauvreté et les exclusions.



Nos projets sur la précarité alimentaire

Diagnosics territoriaux et études



- DDETS/CD Ain - **Diagnostic** précarité alimentaire à échelle départementale, **expérimentation d'instances participatives de veille sociale** et mise en place **d'un plan d'action** pour l'accès aux biens essentiels dans l'Ain (2020- 2023)
- DDETS/CD Var - **Diagnostic de la précarité alimentaire dans le Var et soutien à la coordination territoriale** autour de la lutte contre la précarité alimentaire (formations sur 4 territoires pilotes CCAS-PAT-Associations) (2021-2022)
- France Relance/DRIHL - **Diagnostic régional de la précarité alimentaire en Ile-de-France**, réalisé par l'Ansa et le Crédoc, comprenant production d'un indice de la précarité alimentaire et d'une **étude sur la logistique et les approvisionnements des acteurs de l'aide alimentaire** (2021-2022)
- DREETS PACA – **Rapport** d'analyse de pratiques inspirantes de lutte contre la précarité alimentaire en Provence-Alpes-Côte-d'Azur (2022)
- DDETS des Alpes-de-Haute-Provence – **Diagnostic de la précarité alimentaire et structuration d'une instance départementale de coordination** (2023)



Appui à la coordination des acteurs de proximité



- ARS Ile-de-France – **Formation-Action Alim'Activ** à la coordination locale de la précarité alimentaire (2023)
- DRIHL Ile-de-France – **Expérimentation d'un partenariat** entre restauration collective et aide alimentaire (2022)
- CCAS de Saint-Denis - **Formation-action auprès des épiceries sociales et solidaires** : articulation accès aux droits et accompagnement social/accès à une alimentation de qualité (2021)

Observation et évaluation ciblées



- Prévalim – **Evaluation d'un dispositif** pour améliorer la qualité nutritionnelle des produits des épiceries solidaires en Ile-de-France (2019-2021)
- PNA Ile-de-France - **Evaluation de l'expérimentation « Mobiliser un service de restauration collective pour lutter contre la précarité alimentaire »** à Gennevilliers (2023)
- Fédération des centres sociaux de la Loire et Haute-Loire – **Evaluation et capitalisation des projets de lutte contre la précarité alimentaire de 9 centres sociaux** (2022- 2023)

Nos projets sur la précarité alimentaire

Contributions aux réflexions nationales

Formations

Issue d'une formation destinée à renforcer les projets de coordination locale des acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire, [la boîte à outils Alim'activ](#) met à disposition un ensemble de ressources : synthèses pour comprendre l'écosystème, fiches bonnes pratiques et outils utilisables et transposables.

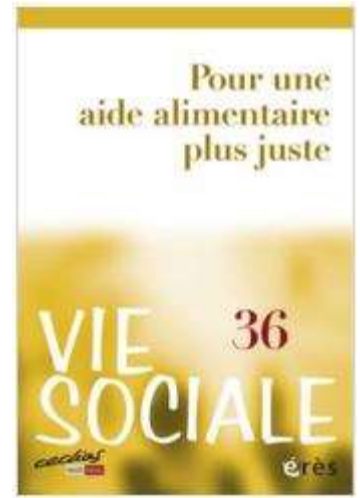
En partenariat avec le CCAS de Saint-Denis, une formation de 3 jours a été organisée en 2021 auprès de 8 épiceries sociales et solidaires pour une appropriation commune des enjeux locaux et renforcer l'accès aux droits des personnes



L'Ansa apporte son appui à l'animation des groupes de travail du Comité de coordination et de lutte contre la précarité alimentaire (Cocolupa), lancé par la DGCS en 2021, et a produit avec le Réseau Cocagne, Emmaüs, et Andes une note sur les modèles économiques des filières solidaires de l'alimentation.

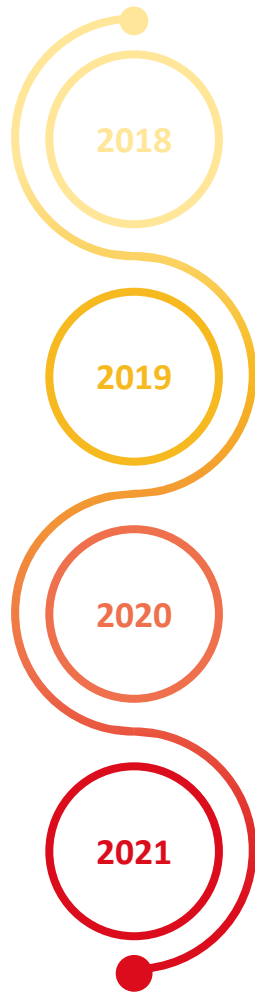
Le Conseil national de l'alimentation a démarré en 2021-2022 une concertation plurielle sur la Précarité alimentaire. L'Ansa a pu apporter sa contribution à [l'avis n°91](#), rendu à l'automne 2022.

Parue dans la revue Vie Sociale, une [publication](#) de l'Ansa questionne la place des CCAS en tant que coordinateurs de l'aide alimentaire. L'article interroge le processus de construction et de répartition des compétences de coordination dans le champ de la précarité alimentaire. Cette contribution de l'Ansa ouvre la réflexion sur le niveau adéquat de coordination, la place pivot des CCAS à l'échelon communal, et le lien entre les différentes échelles d'action.



Formation Alim'Activ : quels changements depuis 2020 ?

Un projet qui s'est construit dans la durée



2018

ETUDE LOCALE

Diagnostic de l'aide alimentaire et des coordinations sur un territoire de l'Île-de-France

2019

ETUDE NATIONALE

Alim'Activ, *Pratiques inspirantes de coordination*

2020

FORMATION #1

Conception de la formation #1, Appel à manifestation d'intérêt
Sélection de 8 (sur 15) territoires
Formation en visio (covid)

2021

BOITE A OUTILS

A l'issue de la formation #1, journée restitution avec GT pour compléter et publier la boîte à outils



2022

FORMATION #2

Évaluation de la Formation #1
Lancement sans AMI de la formation #2
Journée réseau en avril 2022

2023

FORMATION #3

Recherche de fonds
Lancement AMI en mai
Sélection juillet 8 territoires sur 24
Lancement septembre

2024

JOURNEE RESEAU

Fin de la formation #3
Recherche de partenaires pour formation #4
Participation Nutriactiv

2025

A CONSTRUIRE...

Mooc CNFPT à venir et modules complémentaires

Les partenaires d'Alim'Activ en 2023-2024

■ Financement

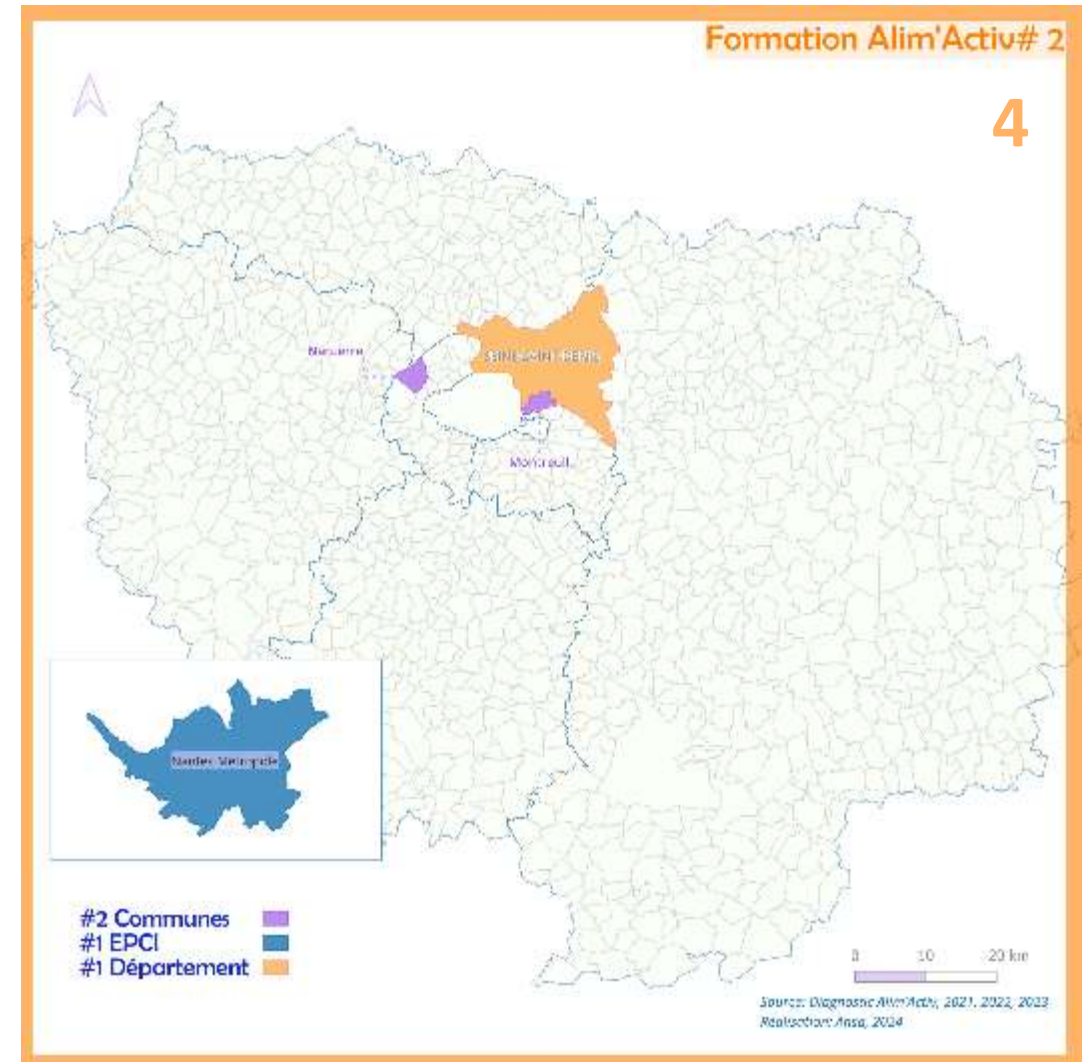
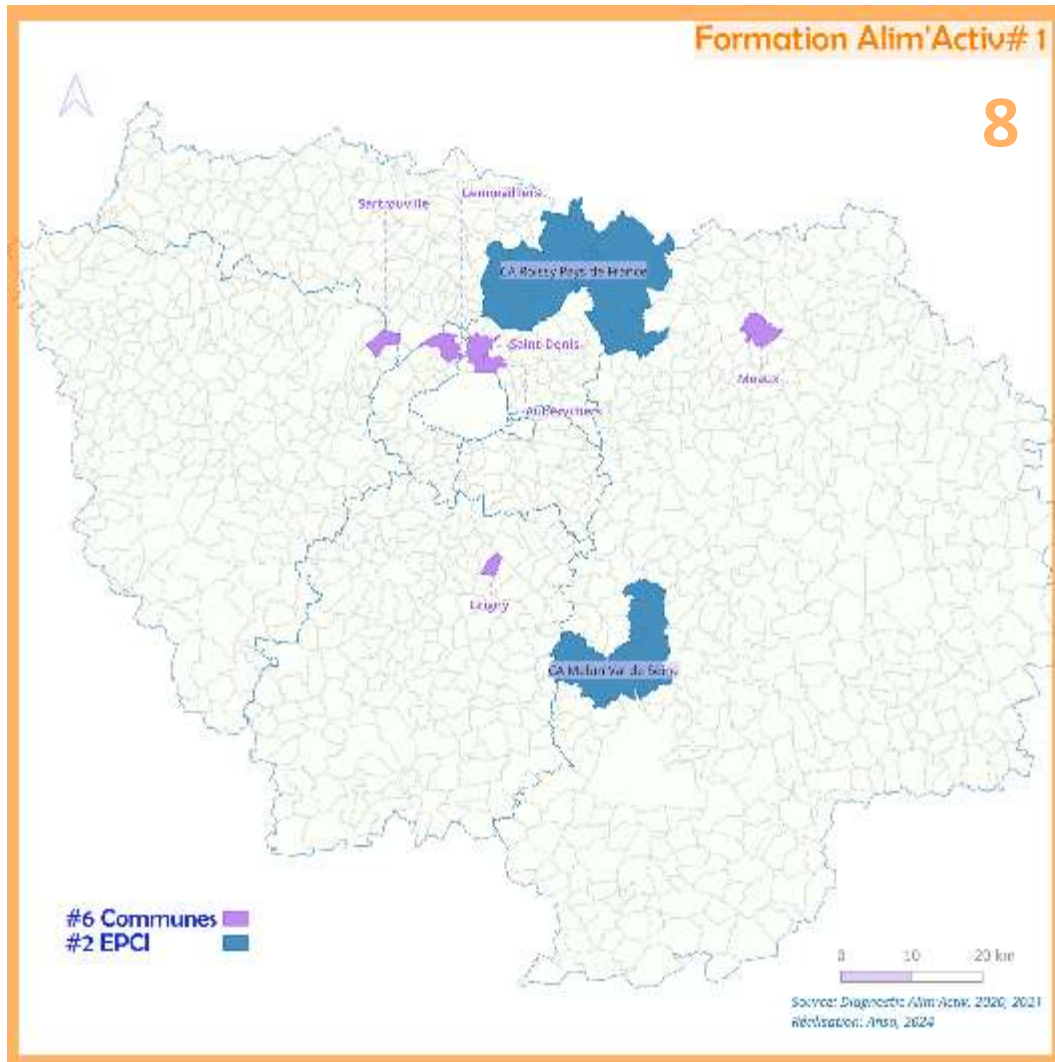


- Financeurs années précédentes : ARS, Conseil régional IDF, DRIAAF et DRIHL (PNA), CD 93, métropole nantaise

■ Membres du comité de pilotage et du jury de sélection

- PERRIN Laurence, Référente Nutrition, direction de la Santé Publique, **ARS IDF**
- SIMON Josiane, Elue commission Famille, social et handicap, et LOUSSOUARN Elodie, Chargée de mission Solidarités Service Action sociale, Santé, Famille du **Conseil Régional d'Île-de-France**
- NIGON Caroline, Responsable accompagnement social et populations spécifiques et Céline Lemma, **DRIHL IDF**
- CAZAUBON Jeanne, **DRIAAF IDF**
- DHAINAUT Romain, **Conseil départemental et PAT 93**
- BENJHANKAR Lamia et Laurène Colonge, **Métropole Grand Paris**
- DELAROCHE HOUET Sylvie, **Sens et Avenir**

Les territoires formés



De fortes évolutions de contexte en IDF

- **Inflation très forte, notamment sur l'alimentation (12,8%)**
 - → augmentation de la précarité alimentaire et des difficultés pour les ménages et les associations, baisse de la ramasse
 - Mise à l'agenda politique du sujet de l'alimentation depuis la crise sanitaire
- **Foisonnements d'initiatives en IDF autour de l'aide alimentaire et de la démocratie alimentaire :** structuration en réseau des épiceries sociales (CRESS IDF), expérimentation de chèques ou transfert monétaire, expérimentation d'achats groupés, paniers solidaires, cuisines partagées ou tiers lieux alimentaires, projets de mutualisation logistique
- **Structuration du réseau des PAT franciliens**, avec 5 PAT franciliens axés « alimentation et cohésion sociale » : Roissy Pays de France, Seine-Saint-Denis, Plaine Commune, Fontenay-sous-Bois et Gennevilliers (cf. [état des lieux fin 2022](#)) et 2 PAT d'échelon départemental
- De **nouvelles données disponibles** :
 - Un [diagnostic régional de la précarité alimentaire en Île-de-France](#) (Ansa, Crédoc, ACF) suivi par le GT5 jusqu'en avril 2023, qui donne des outils supplémentaires d'analyse aux communes et EPCI
 - **Enquête Insee** sur le profil des bénéficiaires de l'aide alimentaire en IDF,
 - Enquêtes ACF, Observatoire des Restos, SPF 75
 - Nuits de la solidarité
- **35 projets financés** pour 3 ans dans le cadre du programme **Mieux manger pour tous**, très forte demande ([lauréats](#)) mais un **contexte budgétaire qui se tend**

Objectifs de la formation Alim'Activ



OBJECTIF : Mener une instance de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire à l'échelle locale

Objectifs pédagogiques principaux

Identifier les acteurs de son territoire à impliquer

Mener un diagnostic local

Recueillir les contraintes des associations en matière d'approvisionnement

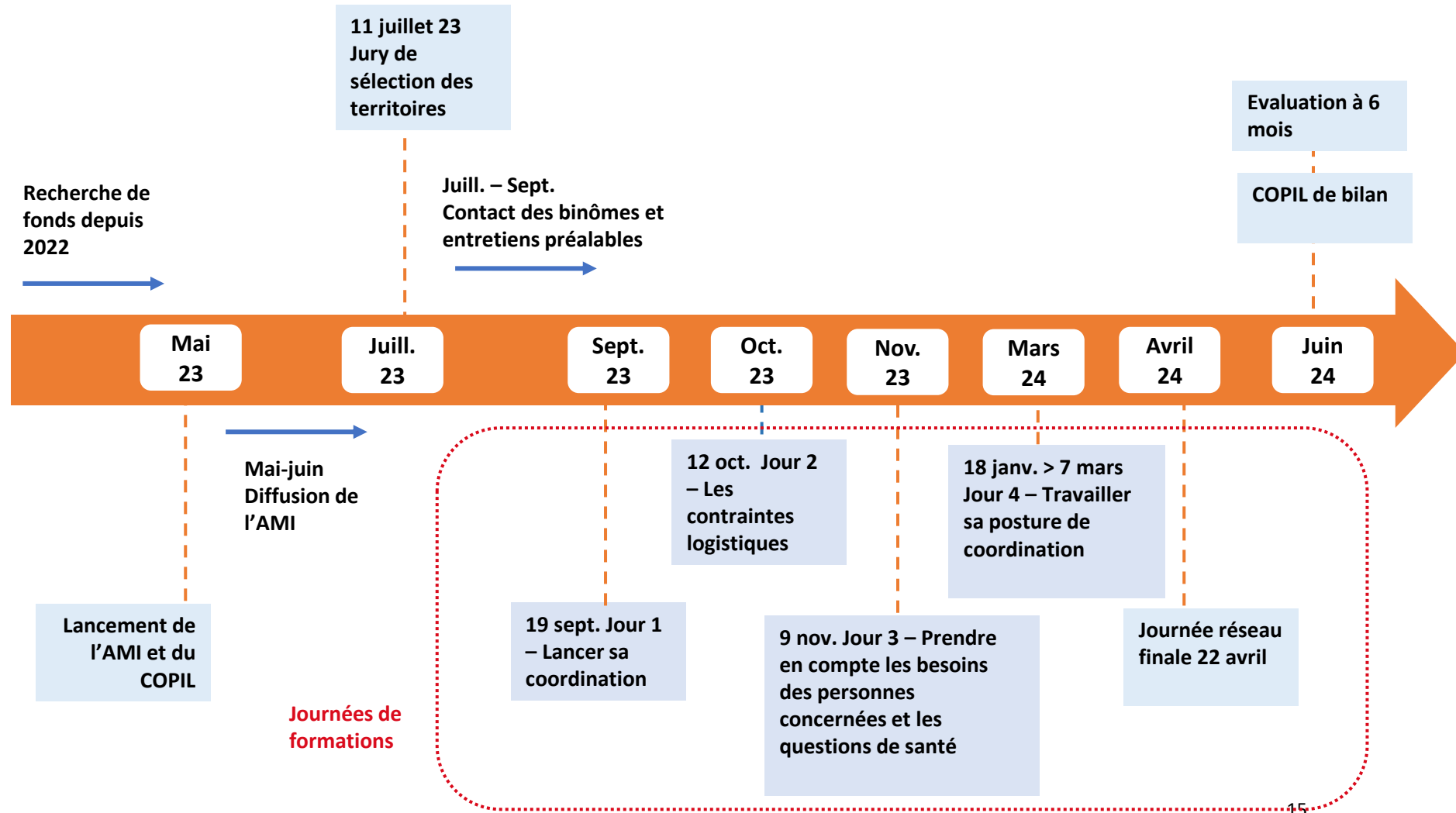
Recueillir les besoins des personnes en situation de précarité alimentaire

Intégrer les enjeux de santé et nutrition à sa coordination

Adopter une posture de coordinateur facilitatrice

Synthétiser et restituer les enjeux clés de sa coordination

Calendrier de la formation #3



Invariants de la formation Alim'Activ

- **Publics ciblés** : binôme d'acteurs par territoire, pour viser la transversalité. Acteurs institutionnels et associatifs. Cible 8 territoires par promo
- **Pédagogie** : formation-action avec pédagogie active et temps de suivi individuel pour chaque territoire
- **Intervenants** : formatrice certifiée Ansa, responsable projet Ansa, personnes concernées, chercheurs, associatifs et institutionnels
- **Contenus pédagogiques** : boîte à outils Alim'Activ, Livret de participants

Evolutions dans la formation

- **Retour au système d'AMI & augmentation forte des candidatures** : demande importante sur le sujet et mobilisation locale, notamment Seine-Saint-Denis, Essonne, Val d'Oise et Paris → besoin toujours présent
- **Binôme incluant systématiquement le CCAS** sauf dans le cas de Bondy
- **Evolution des contenus** :
 - Mise à jour des données et statistiques existantes
 - Utilisation du **diagnostic IDF** et « allègement » des parties pour mener son diagnostic local pour privilégier des connaissances sur le fond
 - Intégration des promos précédentes comme exemples
 - **Ajout d'une demie journée de formation autour des enjeux de santé**, coanimée par Sens et Avenir → 1 journée jugée trop dense mais une ouverture forte sur les questions de Santé et de partenaires potentiels
- Difficulté à refinancer un projet « connu » ou à l'inclure dans du droit commun (CNFPT), projet refusé dans des appels à projet mmpt, recherche de fonds se poursuit en 2024 auprès de la MGP et de la Région → choix d'un projet « gratuit » pour les stagiaires induit des **difficultés de financement**
- Lien avec **NutriActiv**, un programme d'accompagnement de villes du 93

Evolutions dans les intervenants

En 2023-2024 :

- **Manon Sirisouk - plateforme Appui** sur la logistique de l'aide alimentaire (*avant : Le Chaînon manquant*)
- **Emilie Martin - Action contre la faim** sur les enquêtes auprès des publics (*avant : Hélène Quéau*)
- **Fatouma Diop et Aboubakar Diawara** sur la participation des premiers concernés (*avant : Marcel André*)
- **Sylvie Delaroche Houet – Sens & Avenir** sur les enjeux de santé
- **Annabelle Got et Morgane Scouarnec du CCAS de Bordeaux** sur la posture de coordination (*avant : Nicole Pellerin, Collectif Bénévoles contre l'exclusion et Philippe Marsaudon, Ville de Paris*)

Suivi des préconisations de l'évaluation 2021

Préconisations

















	Promo #2	Promo #3
▶ Préconisation 1 : Proposer un entretien oral suite à la sélection des dossiers pour mieux cerner les motivations et besoins des participants et clarifier les attendus.		
▶ Préconisation 2 : Proposer des temps de rappel (rencontres, ateliers, appels) à l'issue de la formation.		
▶ Préconisation 3 : Continuer de partager aux participants les informations concernant les appels à projet et habilitations, par l'intermédiaire d'une newsletter , par exemple.		
▶ Préconisation 4 : Maintenir les contenus et méthodes pédagogiques utilisées car elles ont donné satisfaction, mais mener tout ou partie de la formation en présentiel pour renforcer les liens		
▶ Préconisation 5 : Privilégier une participation au niveau communal avec au moins un CCAS impliqué.		
▶ Préconisation 6 : S'assurer du soutien politique et de l'engagement des territoires concernés pour pouvoir pérenniser la coordination après la formation.		
▶ Préconisation 7 : Maintenir un système d'AMI pour sélectionner les territoires et garantir leur motivation et le soutien politique ainsi qu'un Copil multipartenarial pour suivre et évaluer le projet.		
▶ Préconisation 8 : Mieux intégrer l'échelon départemental à la formation Alim'activ : soit via les binômes participants, soit via les membres du COPIL, ou bien en impliquant au préalable les coordinations départementales.		

Table ronde #1 : lancer sa coordination locale autour de l'accès à l'alimentation

Table ronde Lancer sa coordination

Intervenantes et intervenants

- **Bondy (93) :**
 - **Lucile Vigouroux**, Chargée de projet au Lab3S,
 - **Adelaide DosReis**, Chargée de projet Territoire Zéro chômeurs de longue durée, **EPT Est Ensemble (93)**
- **Villiers le Bel (95) :**
 - **Anita Pedro**, Responsable de l'épicerie sociale au CCAS
 - **Fatiha Aitakkaouali**, directrice adjointe du CCAS
- **Pierrefitte (93) :**
 - **Séverine Pierre**, directrice du CCAS
 - **Cathy Quistin**, Référente animation prévention et promotion de la santé
- **Savigny-le-Temple (77) :**
 - **Cindy Bounay**, Assistante sociale au CCAS
 - **Abderrezak Bensalem**, directeur de Générations

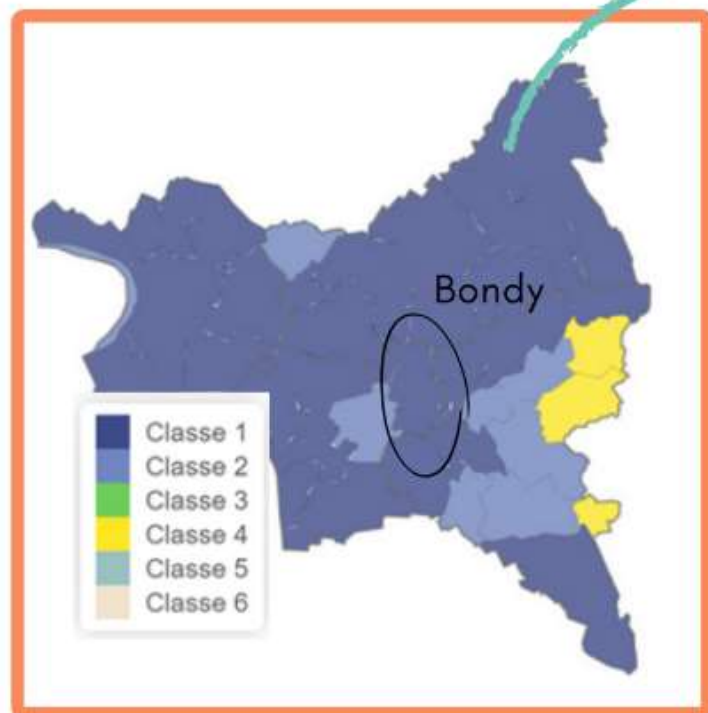


COORDINATION DE L'AIDE ALIMENTAIRE À BONDY NORD

Table ronde

“lancer sa coordination alimentaire”

Le territoire de Bondy



Source : ANSA Précarité Alimentaire en IDF

*La précarité alimentaire à Bondy :
diagnostic du territoire et de l'IDF*



LE QUARTIER DE BONDY NORD

- **7680** habitants
- **Enclavement** géographique et dans les imaginaires
- Fort **tissu associatif**



ENJEUX

- **Accès à l'alimentation** (diagnostics locaux)
- **21%** taux de chômage
- **39%** des habitants sous le seuil de pauvreté

Pourquoi une coordination ?

Le besoin alimentaire

=

1er besoin remonté par
habitants et acteurs
institutionnel

Beaucoup de petites
structures informelles
& d'initiatives isolées

De nouveaux dispositifs
qui sont en construction
sur le quartier
et qui nécessitent une
coordination
entre les acteurs

l'aide alimentaire
disponible sur le
quartier
ne répond pas aux
besoins du territoire



La coordination de l'aide alimentaire à Villiers le Bel

CCAS DE VILLIERS LE BEL (MADAME PEDRO ET MADAME
AITAKKAOUALI)

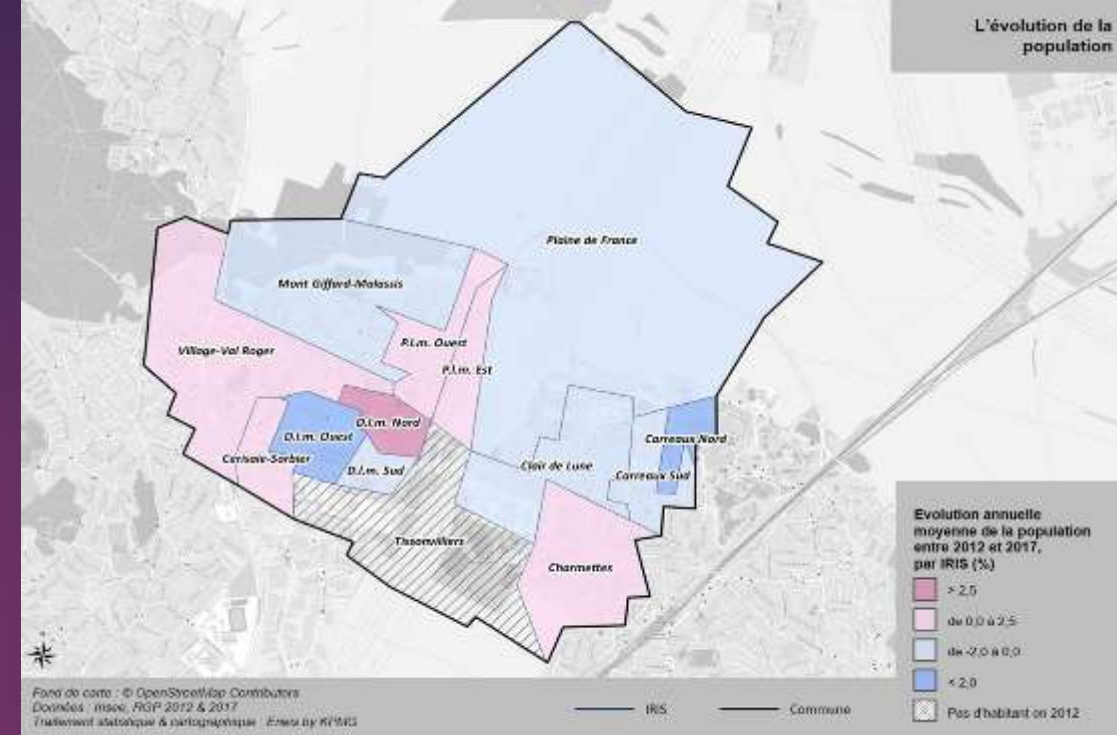
Villiers le bel et aide alimentaire quelques chiffres

28 157 habitants

83% QPV

Un taux de dépendance aux prestations sociales important et qui témoigne de situations de vulnérabilité

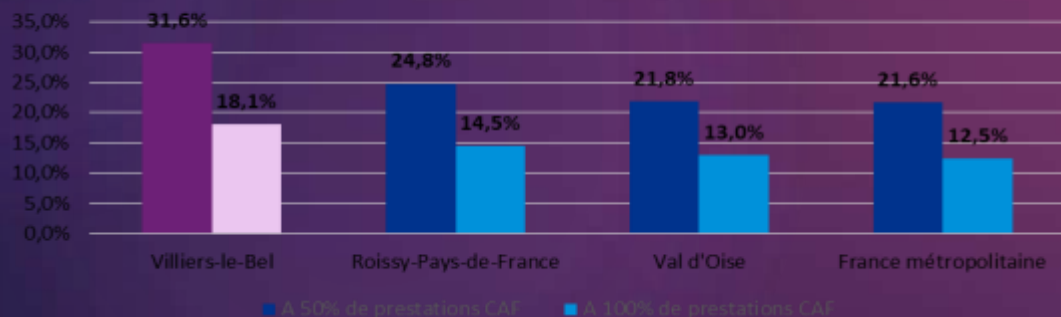
Une part importante des allocataires CAF est dépendante des prestations sociales, puisque 31,6% des allocataires ont un revenu constitué à 50% de prestations CAF et 18,1% ont un revenu exclusivement (100%) constitué de prestations CAF. Ce taux de dépendance aux prestations sociales est plus important sur la commune que sur tous les territoires de proximité (EPCI, Département, France métropolitaine) et témoigne des situations de vulnérabilité dans lesquelles vit une partie de la population.



Etat des lieux de l'aide alimentaire à Villiers le Bel :

Aujourd'hui la ville compte 4 associations caritatives en charge de la distribution alimentaire et une épicerie municipale. L'ensemble de ces acteurs travaillent en vase clos et malgré différentes tentatives portées par le CCAS afin de créer une coordination locale, la démarche n'a pas été concluante.

Les allocataires dont les ressources sont constituées de prestations CAF en 2017



Pourquoi une coordination sur Villiers le Bel ?

La coordination de l'aide alimentaire à Villiers le Bel, confronté à des difficultés, est essentielle:

- Pour garantir une utilisation efficace et équitable des ressources disponibles. En concentrant les efforts des différentes associations et de l'institution travaillant dans le domaine de l'aide alimentaire, on évite le gaspillage de ressources et on maximise l'impact de chaque initiative.
- Pour mieux répondre aux besoins réels de la population. En travaillant ensemble, les acteurs de l'aide alimentaire peuvent partager des informations sur les populations les plus vulnérables, les zones géographiques les plus touchées, et les types d'aliments les plus nécessaires. Cela permet d'adapter les interventions de manière plus précise et de s'assurer que chaque personne ayant besoin d'aide alimentaire reçoive le soutien adéquat.
- Pour favoriser la complémentarité des actions. Chaque organisation apporte ses propres compétences, ressources et réseaux, ces organisations peuvent combiner leurs forces pour offrir une assistance alimentaire plus complète et efficace.

Sans coordination, il existe un risque que plusieurs organisations interviennent simultanément dans les mêmes zones ou auprès des mêmes bénéficiaires, ce qui peut entraîner un gaspillage de ressources et une confusion pour les personnes en situation de besoin.

La coordination facilite la mise en place de stratégies à long terme pour lutter contre l'insécurité alimentaire. En travaillant ensemble, les acteurs de l'aide alimentaire peuvent identifier les causes profondes de la faim et de la malnutrition sur le territoire et élaborer des solutions durables pour y remédier, telles que des programmes de développement agricole, des initiatives d'éducation nutritionnelle etc...

Les objectifs :

La ville souhaite par le biais de son CCAS:

1. Impulser une réflexion globale de l'aide alimentaire sur le territoire
2. Garantir au plus grand nombre l'accès à une aide alimentaire de qualité et adaptée à leurs besoins
3. Créer une synergie entre les acteurs locaux permettant de mutualiser certaines ressources (bénévoles, locaux, ramasses)
4. Sécuriser les associations existantes dans le maintien de leur activité dans de bonnes conditions

Mise en œuvre de l'action:

- Remobiliser l'ensemble des associations du territoire afin de les intégrer à cette démarche
- Créer un répertoire des associations en charge de l'aide alimentaire sur le territoire et répertorier l'ensemble de leur activité sur le territoire
- Proposer des rencontres régulières afin de créer une dynamique avec un calendrier annuel pour favoriser la mobilisation de tous



Projet_Coordination alimentaire Pierrefitte

Lundi 22 avril 2024

1_Spécificités du territoire

- ✓ **Une multiplicité d'acteurs associatifs qui distribuent des denrées alimentaires**
- ✓ La Régie de quartier, acteur principal
- ✓ L'association « les Resto du cœur »
- ✓ Le secours populaire
- ✓ Une Epicerie Sociale et Solidaire, adossée à une association
- ✓ Des associations de quartiers (Nord/sud) qui distribuent des denrées reçues par le Régie de quartier
- ✓ **Des acteurs institutionnels (CCAS/Service social départemental/Centres sociaux) qui orientent vers ces associations**

2_ Des constats et problématiques partagées entre acteurs et associations

Outre une interconnaissance du fonctionnement de chacun à améliorer,

- ✓ Les modalités d'inclusion des publics
- ✓ Le bon suivi des bénéficiaires dans le respect du RGPD
- ✓ Le stockage des denrées (chaîne du froid)
- ✓ La Formation des acteurs

Projets

- ✓ Un partenariat entre la Régie de quartier et l'Épicerie sociale et solidaire
- ✓ Une formation pour les acteurs
- ✓ Un partage du projet avec les élus

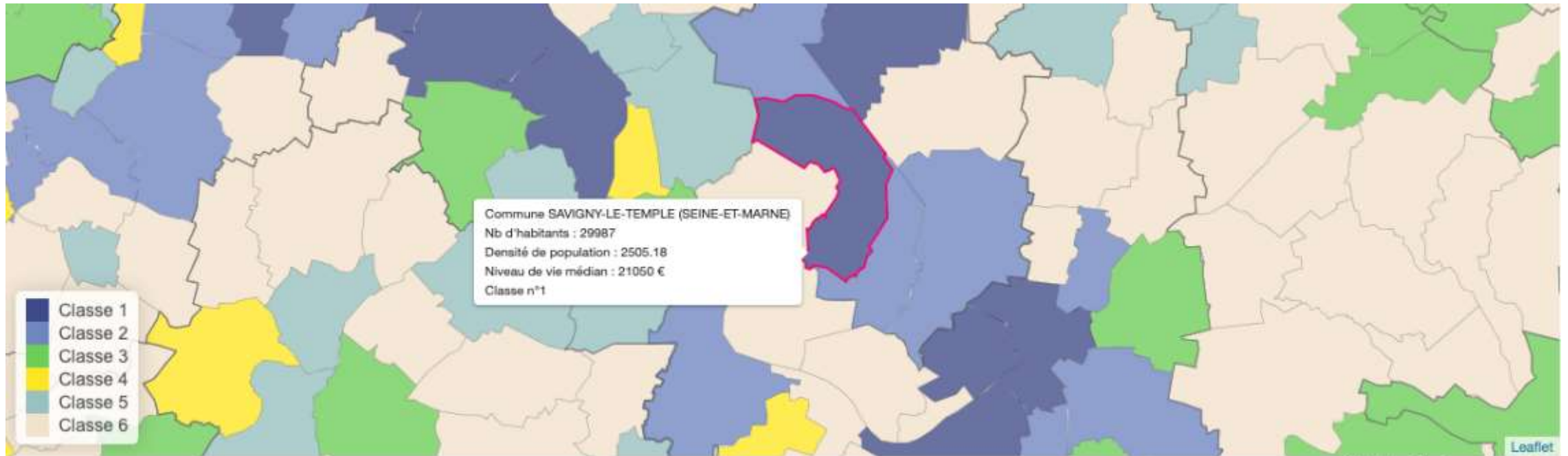
- La population : **29 987 habitants. 36,2% de la population a moins de 20 ans, 46,7% a moins de 30 ans, avec une surreprésentation des familles.**
- La part des familles monoparentales est supérieure aux parts départementale, régionale et nationale, avec une **surreprésentation des femmes seules avec enfant(s).**
- La ville compte **un Quartier Politique de la Ville (QPV).**
- La **part d'étrangers et d'immigrés** est bien supérieure à celle du département.
- Les caractéristiques socio-économiques de la communes sont légèrement défavorables.
- Le **taux de chômage pour les plus de 25 ans** est significativement marqué par rapport aux échelons territoriaux supérieurs.
- La part de cadres est faible, les classes moyennes et à faible niveau de vie sont en revanche surreprésentées.
- Il est constaté peu d'inégalités sociales au sein de la population, et **moins de situations de grande précarité qu'au sein de Grand Paris Sud. La population est donc assez homogène, et marquée dans son ensemble par une fragilité économique plus qu'une grande précarité. (CLS 2023)**

Indicateur précarité alimentaire

Indicateur	SAVIGNY-LE-TEMPLE	CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	SEINE-ET-MARNE	Ile-de-France
Part des individus au chômage	6.78 %	6.35 %	5.56 %	6.13 %
Part des étudiants de 18 ans et plus	6.05 %	6.45 %	5.15 %	7.21 %
Part des personnes seules parmi l'ensemble des ménages	23.94 %	29.85 %	29.08 %	36.29 %
Indicateur de non possession de voiture	0.37	0.36	1.69	0.40
Part des individus n'ayant pas de voiture	16.18 %	19.81 %	14.49 %	32.43 %
Part des individus de peu ou pas diplômés	17.37 %	17.64 %	18.05 %	16.5 %
Part des individus pour lesquels les prestations CAF représentent au minimum 50% de leurs revenus	20.2 %	22.28 %	18.21 %	21.48 %
Part des immigrés dans la population	0.2 %	0.21 %	0.14 %	0.2 %
Part des enfants vivant dans un foyer à bas revenus	26.59 %	31.02 %	22.56 %	25.82 %
Taux de chômage	13.69 %	13.44 %	11.4 %	12.34 %
Publics à risque de précarité alimentaire	0.77	0.76	0.68	0.74

Famille 1

Les communes caractérisées **par des publics très fragiles (famille 1)** sont des communes denses : situation dégradée pour les indicateurs relatifs aux publics à risque de précarité alimentaire, à la grande précarité et à la santé publique. Offre alimentaire plus dégradée que la moyenne.



Epicerie sociale et solidaire

Total de familles aidées

- couples avec enfants
- couples sans enfant
- personnes seules avec enfants
- personnes seules sans enfant

2022

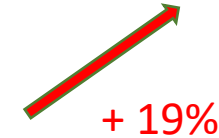
488

92

19

181

196



2023

577 = 1600 pers.

148

24

226

179

Hôtels et Résidences sociaux

- France Hôtel Motelia à Moissy Cramayel
- Hôtel du Carré à Moissy Cramayel
- Hôtel Résidence à Moissy Cramayel
- Hôtel Résidence à Savigny Le Temple
- Hôtel Confort à Vert Saint Denis
- Hôtel Le Flamboyant à Lieusaint
- M2M gestion hôtelière à Tigery

1120 personnes en 2023

- ✓ Le CCAS accueil et oriente le public en direction des associations d'aides alimentaires
- ✓ Généractions77 joue le rôle d'acteur de référence en approvisionnement pour un ensemble d'associations Franciliennes

Acteurs à impliquer dans la coordination du territoire



Élisa CAVALIER-BELLOUR
Chargée de développement social
Direction de la Cohésion Sociale et du CCAS
DGA Vie Institutionnelle, Cohésion Sociale et Transition
Numérique

et

Maria BANHO
Chargée de Mission Alimentation Durable et Nutrition
Direction de la Santé
DGA Innovation et Animation Territoriale

Webinaire du 22 avril 2024

La précarité alimentaire, un enjeu important sur notre territoire : Evry Courcouronnes

En 2019, la ville d'Evry-Courcouronnes compte 66 851 habitants **dont la moitié vivent au sein des 9 quartiers prioritaires de la ville**. Le taux de chômage y est assez fort puisque 17,8% de la population est sans emploi contre 11,2% au niveau départemental et 12,4% au niveau régional.

En 2016, la part de la **population immigrée était de 25%** pour Évry-Courcouronnes, alors que ce chiffre était de 9% pour la France métropolitaine.

De plus, le **taux de pauvreté y est également plus défavorable, étant de 24%** contre respectivement 12,7 % au niveau départemental et 15,3% en Ile-de-France.

Parmi les ménages d'Évry-Courcouronnes, **14,9% sont des familles monoparentales** avec plusieurs enfants à charge (contre 9,9% au niveau national).

En 2022, 1194 personnes ont bénéficié de l'accès à l'épicerie sociale Episode. Et 372 colis alimentaires ont été distribués pour le bénéfice de 884 personnes.

Des conditions réunies :

Stéphane BEAUDET, un Maire qui s'engage

Des partenaires engagés dans le CLS d'Evry Courcouronnes

Une collaboration déjà existante entre la direction de la santé et le CCAS et l'engagement de deux agents dans la formation Alim Activ

Extrait du Contrat local de santé

Comité technique
4 avril 2024

Axes Structurants

(validés en Copil le 22 juin 2022)

1. Accès aux droits / Accès aux soins
2. Santé des populations
3. Santé mentale
4. **Environnements de vie / Santé
environnementale**

Précarité Alimentaire : Alim Activ

Copilotes: Direction de la santé – CCAS

Objectif:
Garantir un accès à l'alimentation saine pour tous

Action envisagée:

- ❖ Dynamiser les Associations d'Aide Solidaire Alimentaire (AASA) en conduisant une instance de coordination « Alim Activ » de la lutte contre la précarité alimentaire à l'échelle locale
- ❖ Contribuer au diagnostic local
- ❖ Informer et outiller (Soliguide, DORA,) les acteurs de la solidarité alimentaire

Modalités de travail:

- ✓ En intégrant la coordination AASA (Acteurs Associatifs de la Solidarité Alimentaire) déjà existante du CCAS,
- ✓ Identifiant les AASA actif localement
- ✓ En allant à leurs rencontre,
- ✓ En définissant le mode de fonctionnement de la coordination et en agissant en complément des actions déjà existantes portées par GPS et le Département

Calendrier :

Dés 2024 et durant la durée du CLS

elisa.cavalier-bellour@evrycourcouronnes.fr

maria.banho@evrycourcouronnes.fr

On vous dit très bientôt pour vous raconter la suite

Table ronde #2 : Maintenir sa coordination dans la durée

Table ronde Maintenir sa coordination dans la durée

Intervenants

- **Paris 11^e (75)**
 - **Adrien Le Hay**, espace parisien des solidarités du 11^{ème}
 - **Champigny-sur-Marne (94)**
 - **Amélie Brécheteau**, responsable du service des aides facultatives au CCAS
 - **Françoise Anihouvi**, chargée de mission CPTS de **Champigny-sur-Marne (94)**
 - **Cergy (95)**
 - **Corinne Guéry**, CESF à la Ville
 - **Marwa Housseini**, coordinatrice de l'association United
- ...et Olivier Gastou du CCAS de Montreuil (93)**



Journée réseau Alim'activ – lundi 22 avril 2024

Binôme Paris 11^e

L'enjeu de précarité alimentaire dans le 11^e arrondissement de Paris

Du constat...

- Une forte densité d'initiatives/dispositifs d'aide alimentaire sur le 11^e.
- Parmi les publics les plus précaires: personnes sans abris, familles hébergées à l'hôtel et structures d'hébergement (CHU, CHR, CADA, HUDA).

...aux pistes d'actions.

- Avril 2023, réunion FAS/Ville de Paris/Mairie du 11^e: volonté d'organiser une démarche de coordination des acteurs à l'échelle du 11^e.
- Le 11^e a été territoire d'expérimentation du programme « Mieux vivre à l'hôtel » : un axe fort autour de l'alimentation menant à différents projets (3 cuisines partagées, ateliers de cuisine, distributions alimentaires adaptées).

L'enjeu de précarité alimentaire dans le 11^e arrondissement de Paris

Mise en place de la coordination des acteurs du 11^e

- Première réunion de coordination en novembre 2023
- Un engagement fort des acteurs institutionnels: FAS, Ville de Paris (Direction des Solidarités) et Mairie du 11^e .
- Des acteurs de l'AA variés: centres sociaux, épicerie sociale, armée du salut, Samu social, coopérative alimentaire et autres associations.

Les sujets identifiés:

Manque de connaissance des autres acteurs et dispositifs de l'AA du 11^e et tout Paris; saturation des dispositifs sans possibilité de réorientation adaptée ; difficultés de stockage et transport des denrées ; baisse de la qualité et quantité des produits distribués...

L'enjeu de précarité alimentaire dans le 11^e arrondissement de Paris

Mise en place de la coordination des acteurs du 11^e

Les perspectives de travail:

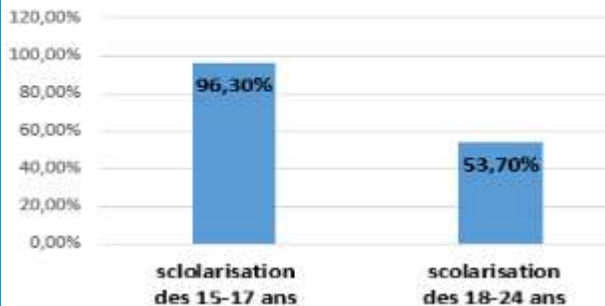
- Idée de mutualisation d'un véhicule à l'échelle de l'arrondissement pour l'approvisionnement et le transport de denrées – à suivre
- Présentation par Solinum de l'outil SOLIGUIDE aux orienteurs (service social de proximité...) et rencontre croisée entre orienteurs et acteurs locaux de l'aide alimentaire.
- Visite commune des locaux des membres de la coordination

LE RESEAU LOCAL DE LUTTE CONTRE LA PRECARITE ALIMENTAIRE

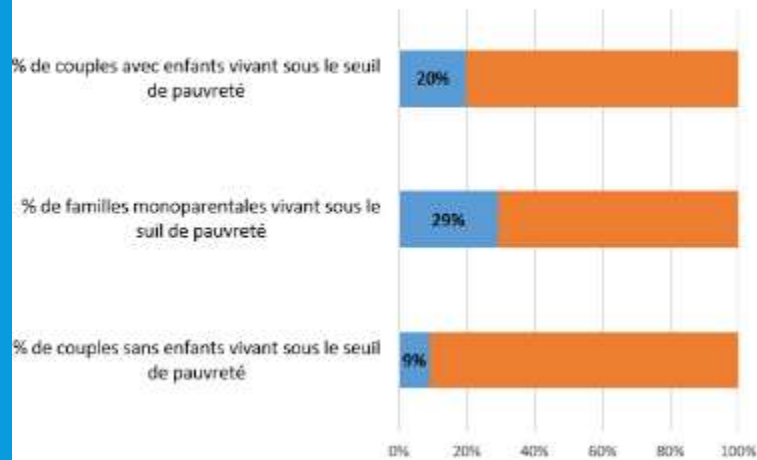


ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION SUR LA POPULATION CAMPINOISE VULNÉRABLE A LA PAUVRETÉ

Les jeunes adultes campinois fragilisés car touchés par le chômage lié à un faible niveau de scolarisation



Des familles campinoises globalement fragilisées vivant sous le seuil de pauvreté



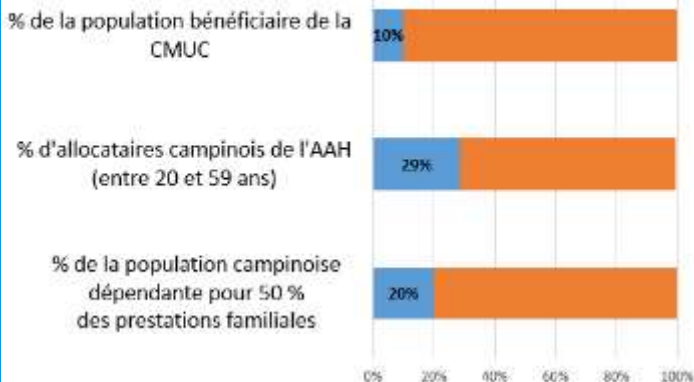
29% des familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté.

20% des campinois dépendent des prestations sociales (part des allocataires CAF dont le revenu est composé à 100% de prestations sociales)

26% des jeunes de moins de 30 ans vivent sous le seuil de pauvreté

D'après l'analyse des besoins sociaux

Indicateurs de vulnérabilité dépendance aux prestations sociales



LES MEMBRES DU RÉSEAU

19 membres actifs :

- Des associations: Tous les Maquis, J'aide la Chance, Panier de la Solidarité, Secours Catholique, Secours Populaire, Croix Rouge, Office Municipal des Migrants, Bio cycle, Maison de la prévention, Restos du coeur.
- Des services municipaux: Maison des associations, Maisons pour Tous, Direction de la Santé, Direction de la Culture, le service jeunesse « Quai de la réussite », CCAS
- Des acteurs institutionnels: Espace Départemental des Solidarités, Caisse d'Allocations Familiales, la Mission Locale

LES AXES ET GROUPEES DE TRAVAIL DU RÉSEAU

AXE 1: COORDINATION DES ACTEURS

- Création et amélioration des outils d'orientation des publics entre membres du réseau.
- Création d'un outil de communication à l'attention des professionnels: annuaire et tableau récapitulatif
- Création d'« ateliers alimentation-nutrition » avec l'implication de la Chargé de mission de la CPTS dans le pilotage du déploiement de cette action.

AXE 2: MOBILISATION ET CONSULTATION DU PUBLIC

- Participation du réseau à l'organisation d'un forum santé sur le thème de la nutrition.

Axe 3: DEVELOPPEMENT DE L'ACCES A UNE ALIMENTATION SAINE POUR TOUS

- 1 groupe de travail mené de mai à juin 2023 pour répondre à l'appel à projet « Mieux Manger pour Tous ».

LES ENJEUX DE L'ANNÉE 2024

- **Maintenir la dynamique du réseau:** participation aux plénières, participation aux évènements impliquant le réseau (forum), poursuivre la présentation de tous pour bien se connaître.
- **Améliorer l'accès aux droits et à l'aide alimentaire:** améliorer l'orientation des publics via les outils proposés par le réseau, aller vers le public pour recueillir ses besoins.
- **Développer les initiatives:** organiser des réunions d'informations à l'attention des bénévoles, mettre en œuvre des ateliers nutrition à l'attention des usagers, favoriser l'accès à la culture.

Présentation de la coordination des acteurs de l'aide alimentaire sur la ville de Cergy



1. Cergy, un territoire concerné par la précarité alimentaire :

- ✓ **21% de la population** vit sous le seuil de pauvreté en 2020
- ✓ **1 allocataire de la CAF/2** est bénéficiaire des minimas sociaux
- ✓ 14,3% de la population est une famille monoparentale
- ✓ 1 142 familles sont bénéficiaires de l'épicerie sociale

2. L'aide alimentaire est au cœur de l'activité du CCAS :

- ✓ 72% des CCAS délivrent des aides alimentaires *
 - ✓ 1^{ère} des aides facultatives attribuées par les CCAS*
- *Source : L'enquête « Vivre » de l'Unccas du 27 juin 2019
- ✓ En 2020, 50 000€ de budget pour le CCAS de la ville de Cergy



3. 28 associations œuvrant sur le champ de l'aide alimentaire sont recensées, en 2021, sur le territoire de l'agglomération de Cergy-Pontoise :

- ✓ 10 d'entre-elles ont une habilitation à l'aide alimentaire de la DRHIL

Une coordination nécessaire !



4. Les coordinations

- ✓ 1ère coordination en février 2022
- ✓ Membres : élus et services de la ville, 28 associations invitées
- ✓ Des partenaires invités
- ✓ Les sujets de travail : mutualisation des moyens humains et matériels, l'orientation des publics, le diagnostic de la précarité alimentaire



CASAAM - Coordination des Acteurs Sociaux
et de l'Aide Alimentaire de Montreuil

OLIVIER GASTOU - CHARGÉ DE MISSION
DIRECTION DES SOLIDARITÉS ET DU CCAS

Les membres de la CASAAM



Centres sociaux
Direction de la Santé
(S.C.H.S / P.A.S.S)



LA CASAAM, en pratique, c'est...

DES OUTILS COMMUNS

- Des **réunions** de coordination bimensuelle et itinérantes.
- Des **sous-groupes** de travail.
- Un **planning trimestriel** de l'aide alimentaire sur Montreuil.
- Une **fiche d'orientation** commune.
- Un **référentiel commun** d'orientations.
- Des sessions de formation.
- Un **groupe Whatsapp**

DES DISPOSITIFS LOCAUX

- **Dispositif commun de colis d'urgence**
- **Dispositif Août Secours Alimentaire** pendant la période estivale.
- Le **cabaret solidaire**, le soir du réveillon du nouvel an (pour les personnes seules et familles isolées)
- La récupération occasionnelle de surplus des cantines scolaires

LA PARTICIPATION A DES PROJETS INNOVANTS

- Projet **Passerelle** (ACF) en 2022
- Projet **Chèque Alimentation Durable** (CD93 / ACF) en 2024
- **Passerelle Plus** (ACF) en 2024/2025
- **Plateforme logistique** d'alimentation durable (APPUI - étude de faisabilité et de préfiguration 2024-2025)

Echanges

Conclusion

Et la suite ?

- Évaluation promo#3 dans 6 mois
- Déploiement potentiel en Île-de-France sur 2024-2026
- Déploiement potentiel AlimActiv en Occitanie, en discussion avec la Chaire Unesco
- MOOC du CNFPT sur « les précarités alimentaires » prévu pour 2025 – intervention Ansa sur les coopérations locales et la coordination logistique
- Rencontre CNFPT / Copil Alim Activ / ACF le 16 avril pour penser une déclinaison francilienne du Mooc sous forme de webinaires au 1^{er} semestre 2025